

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6 allées marines  
64 100 Bayonne

Bayonne, le 09/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EMAC**

B.P. N 52  
64 130 Mauléon-Licharre

Références : UBD40-64/D2026  
Code AIOT : 0005202851

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement EMAC implanté B.P. N° 39 64130 Viodos-Abense-de-Bas. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale coup de poing sur les conditions de stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EMAC
- B.P. N° 39 64130 Viodos-Abense-de-Bas
- Code AIOT : 0005202851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EMAC est spécialisée dans la conception et la production de mélange à base de caoutchouc et polymères. Le site est actuellement soumis à autorisation pour les rubriques 2660, 2661, 2565 et 1131 et à déclaration pour les rubriques 2662 et 2920. Les activités sont régies par les arrêtés préfectoraux en date du 11 mars 1999 et du 08 décembre 2005.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ; la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte l'ensemble des dispositions concernant les thèmes susvisés soit : Le suivi des fiches FDS , le stockage des matières dangereuses, leurs identifications, leurs conditions d'entreposages, leurs volumes, leurs manipulations et les procédures à mettre en œuvre en cas d'incendie ou d'incident.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thèmes :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats : Conforme</b> L'exploitant détient toutes les FDS des produits dangereux stockés dans l'installation. Nous avons choisi par échantillonnage les deux produits suivants : <ol style="list-style-type: none"><li>1. un produit solide inflammable, le MIXLAND+rHMT 80 GA ,</li><li>2. un produit dangereux pour l'environnement aquatique le LUPEROX 101XL45.</li></ol> Les travailleurs et notamment les opérateurs comme les nouveaux arrivants sont informés et formés à la manipulation de ces différents produits, via une instruction. L'exploitant a fourni cette instruction qui détaille les procédés à respecter en cas de situation d'urgence comme le déversement de produits dangereux pour l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats : Conforme</b> Concernant la rubrique 5 des FDS contrôlées " <i>Mesures de lutte contre l'incendie</i> ", l'exploitant dispose d'extincteurs répartis dans l'ensemble de l'établissement et leurs fiches de vérifications annuelles ont bien été notées dans le registre de sécurité.  Concernant la rubrique 6 " <i>Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle</i> " et 7 " <i>Manipulation et stockage</i> ", l'exploitant a formé l'ensemble de son personnel. Des rappels réguliers sont effectués auprès des opérateurs, employés qui sont directement en contact avec la manipulation des produits dangereux.  L'entreprise n'a jamais connu d'incident et une nouvelle formation aux dangers de la manipulation des matières dangereuses est prévue avant la fin de l'année avec la collaboration de la médecine du travail.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats : Conforme</b> L'ensemble des produits dangereux du site sont stockés sur rétention. Les deux produits susvisés sont emballés dans un contenant double enveloppe, et sont posés sur des rétentions mobiles stockées dans une pièce dite "chambre froide" entièrement imperméabilisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats : Conforme</b> Il n'a pas été constaté de stockage de produits incompatibles entre eux dans l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats : Conforme</b> L'exploitant dispose du logiciel "DIVALTO" pour gérer l'état des stocks au jour le jour.  L'état des stocks a été présenté lors de l'inspection et notamment concernant les deux produits ciblés : <ul style="list-style-type: none"><li>• 970 kg pour l'ensemble de la famille des solides inflammables,</li><li>• 34 386 kg pour l'ensemble des produits dangereux pour l'environnement.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite